

# BULLETIN DU CHTV N° 11, JANVIER 1985

«Souvenirs de Wladimir Porché»





# «Souvenirs de Wladimir Porché»

*"Fiat Lux", c'est le titre que Wladimir Porché avait donné à l'ouvrage de souvenirs qu'il avait l'intention de publier. Il n'en a malheureusement pas eu le temps. Lise Elina, sa femme, a bien voulu confier au Comité le manuscrit inachevé et les nombreuses notes et feuillets qu'il avait déjà réunis dans ce but. Les titres des extraits sont de la rédaction.*

## I. 1935. Ma rencontre avec Georges Mandel.

Je suis né à la vie utile le 15 mars 1935. Frappé d'inhibition à la première épreuve du concours d'admission au Conseil d'État, j'avais remis une copie blanche à la secrétaire du jury d'autant plus consternée que mon oncle, Alfred Porché, était alors le président de la section du Contentieux. La seule perspective d'un concours, quel qu'il fût, m'avait, dès lors, donné la nausée. Qu'allais-je faire ?

Ayant appris que Georges Mandel, le ministre des P.T.T. dont dépendait la Radio d'État, cherchait des hommes capables d'éveiller "la jeune endormie", je décidai de me présenter à lui.

J'étais timide. Mon père tint à m'accompagner. Au 103 de la rue de Grenelle, un jour sans couleur éclairait, cet après-midi-là, le bureau de l'homme, indifférent à l'exécration des postiers, qui avait osé rendre ceux-ci, dans leurs fonctions, interchangeables, pour supprimer les attentes des usagers devant les guichets.

Ce sont deux mains très blanches, très fines, qui semblent rayonner dans le clair-obscur, posées à plat sur le message par lequel un ami commun de mon père et de Georges Mandel, Emile Buré, le directeur du journal "l'Ordre", a demandé au ministre de nous recevoir.

Pendant l'exposé que mon père fait des titres et des compétences de son rejeton, le regard du ministre ne me quitte pas.

L'intérieur du glacier du Rhône, où règne un bleu intense, est moins froid que ce regard qui me fait oublier la réputation de l'homme politique. C'est mon regard de marginal qui me permet de percevoir ce qu'il y a autour des yeux sans ironie, sans bienveillance, pleins d'une énergie contenue qui devrait me faire ciller : un visage dont l'opaline semble contenir, non du sang, mais une sève rose. Les cheveux, au-dessus du front haut, forment deux laques noires, séparées par une raie médiane qui pourrait avoir été tracée, depuis l'enfance, une fois pour toutes. Sous la courbe du nez, l'élasticité de la bouche ne forme ni sourire, ni moue. Le petit bourrelet du cou, posé sur un faux-col aux coins rabattus, l'impeccable complet bleu marine et la chaîne de montre en or qui barre le gilet, composent l'effigie d'un parlementaire qui aurait tout connu, autant de l'avant-guerre que de la guerre et de ses lendemains.

Mon père s'est tu.

Sans me quitter des yeux, Georges Mandel décroche son appareil téléphonique :

- "Monsieur le secrétaire général, articule sa voix métallique, je reçois en ce moment monsieur François Porché, dont je présume que vous n'ignorez pas l'œuvre, et son fils, un jeune homme qui postule un emploi à la radio d'État. Vous prendrez à l'essai ce candidat, pendant trois mois. Sans rémunération, bien entendu. Nous vous attendons."

Volonté de démontrer la rapidité de décision ? Peut-être. Je n'avais pas bronché sous le regard dont l'intelligence, alliée à l'audace, paraissait exprimer :

- "Jeune homme, c'est affaire entre vous et moi".

Le personnage qui, cinq minutes plus tard, nous rejoint est le contraire de celui qui vient de l'appeler. Grand, le visage en perpétuel mouvement sous des sourcils dont la broussaille sombre exprime à la fois le mécontentement de soi-même et d'autrui, l'inquiétude et la méfiance, Emile Brémond, secrétaire général des émissions de la radio d'État, fait penser à un officier de Saumur vexé par le général en présence d'un "bleu".

La mollesse de sa poignée de main signifie : — N'attendez pas de moi une complaisance.

Georges Mandel expédie les présentations. Après avoir fort courtoisement reconduit mon père jusque dans l'antichambre, il se retourne :

- Messieurs, il n'y a pas d'heure pour commencer un stage."

Aucun signe d'encouragement. Seule, au fond de la glace des lunettes, une lueur de malice teintée de sympathie. Peut-être ma capacité de résistance au rayon X du regard n'a-t-elle pas déplu.

En traversant la cour du Central télégraphique, 107, rue de Grenelle, où se croisent des brigades d'agents dont l'humeur assombrit le déclin du jour, Brémond se tait.

Brusquement :

- Que savez-vous de la radio ?

- Rien.

- Rien ?

- Presque rien. Au 8<sup>e</sup> régiment du Génie, à Versailles, j'avais fabriqué un petit récepteur à galène. L'oreille collée à l'écouteur posé sur mon traversin, je me laissais bercer, le soir, pour m'endormir, par les musiques du Poste Parisien.

- Mais vous ne me dites même pas ce que vous semble pouvoir être la radio.

- Peut-être une compagnie".

Silence. Puis :

- Pas de confort, ici. Je ne peux vous loger que dans mon antichambre. Ces messieurs de la haute administration ne prennent pas la radio au sérieux. Pour eux, ce n'est qu'un guignol. Vous aurez, je l'espère, une table et une chaise. Craignez-vous les courants d'air ?

- Non. Je résiste bien au froid.

- Je m'en suis aperçu."

Il pensait à l'accueil de Georges Mandel. Cette fois, nous rions ensemble en gravissant les marches de l'escalier qui accède à l'"étage radio".

Premier essai : Brémond me demande de lui apporter, le lendemain matin à dix heures, une évocation du théâtre d'Alexandre Dumas père. Le cinquantenaire de la mort d'Hugo doit être précédé d'une série "romantique".

Il est dix-sept heures trente. La bibliothèque familiale ne contient pas l'œuvre de l'homme à qui Michelet disait : — Vous êtes plus qu'un grand écrivain. Vous êtes une force de la nature.

Je me précipite au Palais Royal. Sous les arcades dans une librairie vétuste, je découvre une vieille édition brochée, piquetée, salie, mais à peu près complète.

Ma nuit : je commence par absorber à toute vitesse les scènes qui me semblent être les plus hautes en couleur. Vers trois heures du matin, une fusée m'éclaire. Pour éviter d'offrir au public une compilation, je dois faire parler l'auteur au moment où l'approche de la mort, loin d'émousser sa verve, l'incite à faire revivre verbalement avec truculence, pour son fils, telle ou telle scène retentissante, sans oublier la réplique d'Antoine — Elle me résistait... Je l'ai assassinée."

Le lendemain matin, Brémond :

- Décidément, la culture de votre père et de Madame Simone..."

Je me sens bouillir.

- Monsieur, j'ai travaillé tout seul.

- Et l'idée de faire parler Dumas ?

- C'est mon idée, Monsieur."

Le normalien me regarde avec un certain étonnement. Il ne peut s'empêcher d'annoter, ici et là, mon manuscrit.

-Ça va. Maintenant, un Théophile Gautier. Mais ne vous essoufflez pas. Prenez trois jours."

La poignée de main a plus de chaleur que celle de la veille.

J'aurais pu travailler à la Nationale, à l'Arsenal, à la Mazarine, ou rue du Bac. Je préférerais faire mes preuves là où l'on me permettait de camper : dans le couloir antichambre d'Emile Brémont, devant une petite table dont j'avais dû caler un pied avec une rondelle de bouchon. Les ingénieurs et les administrateurs qui circulaient dans le courant d'air me regardaient comme si j'étais un naufragé posé sur une banquise. De temps en temps, un aboiement ébranlait le bureau du secrétaire général. Je voyais sortir une secrétaire, pourpre ou livide, fuyant l'écho du "Merde et merde" qu'accompagnait un envol de papiers ou un bombardement de dossiers.

Jusqu'au 22 mai, mon citron fut transformé en une toupie-kaléïdoscope où se superposaient des clichés du théâtre romantique et les impressions de chaque jour vécu dans la bise polaire de la rue de Grenelle ou dans "l'aquarium" (la cabine technique) du grand studio de Radio-Paris, rue François 1er, où Georges Colin assurait la "mise en ondes" de mes clichés sonores des œuvres dramatiques de Musset, de Vigny, de Mérimée, etc.

Mandel me convoque.

-Jeune homme, pour le 22, remplissez la salle du Trocadéro. Pas de billets de faveur.

Le nom de Georges Mandel et ma diplomatie de Candide me permirent de rassembler, pour le festival du Trocadéro, des noms prestigieux. Outre les "têtes d'affiche" de la Comédie Française, j'obtins les concours de Maurice Chevalier, (Gringoire), de Raimu, (Ruy Blas) de Lily Pons, de Mistinguett, de Georgius, etc., — ce qui me permit d'annoncer un programme où le bel canto, le music-hall, les chansons des rues rejoignaient le romantisme d'"Hugo — hélas" ! (Gide).

Georges Mandel :

- Et la publicité ?

- Monsieur le ministre, vous m'avez demandé de bâtir un programme. De la publicité, j'ignore tout.

- Je vous enverrai un professionnel

Le lendemain, dans ma glacière, un vieux rigolo, Gabriel Astruc :

- Vous êtes de "la partie" ?

- Non.

- Vous avez des crédits ?

- Pas un liard.

- Bon. Alors, faites parler vos antennes... Bombardez, jeune homme, bombardez. □

Je lui enviai cette idée simple. En deux jours, les caissières du Trocadéro furent submergées.

Que se passa-t-il ? Les journaux et les radios publicitaires protestèrent sans doute. Le directeur de cabinet de Mandel, Wormser, me pria de faire cesser le tir.

Après le spectacle et les "bis", quand s'apaisa le tonnerre des applaudissements, Georges Mandel, de sa baignoire, me fit un petit signe. Je le rejoignis. Il me tira doucement l'oreille.

- "Et Talma ? Et Mounet-Sully ?"

- "Interdiction de les déranger..."

## *II. 12 mars 1946. Directeur de la Radiodiffusion française.*

Après la Libération de Paris, de France et sa famille, la Radio-Industrie et moi-même, nous nous retrouvâmes rue du docteur Finlay, où mon rôle consista, d'une part, à la recherche de contacts avec les administrations techniques, d'autre part, en un harcèlement plus ou moins efficace, de sous-traitants encore mal approvisionnés. Henri et moi, nous trompions notre nostalgie de l'action clandestine en reconstruisant le monde au cours d'interminables soirées et en vidant les reliques du vénérable cognac Merchadier qui avait miraculeusement échappé aux perquisitions.

Je ne tentais pas de retrouver mes fonctions à la radio d'État, devenue la R.D.F. — organisme nationalisé qui avait recueilli les anciens agents des stations privées que le monopole du nouveau service public avait fait disparaître, à l'exception de Radio Luxembourg, bénéficiaire d'une fiction : la nationalité de l'émetteur situé hors des frontières françaises.

Je fis la connaissance du directeur général de la R.D.F. — non pour lui présenter une requête personnelle, mais pour lui faire apprécier les risques et les mérites que la Radio-Industrie pouvait faire valoir en raison de ses activités pendant l'occupation.

Guignebert me reçut cordialement, dans le grand bureau du 91 Champs-Élysées, qui avait été, en d'autres temps, celui de Léon Bailby. Il n'essaya pas de me dissimuler la déception que lui avait causé le refus du général de Gaulle à son projet : faire de la R.D.F. une institution nationale vraiment autonome sur laquelle le gouvernement n'aurait exercé qu'une tutelle lointaine. Il m'avoua, en outre, sans honte, son ignorance des mécanismes techniques et administratifs. Il m'impressionna involontairement par son volume, son verbe, sa voix de tribun, auxquels s'ajoutait une générosité de tempérament très naturelle.

Il me dirigea vers l'homme compétent en matière de télévision, Stéphane Mallein, le nouveau directeur des services techniques. Je connaissais celui-ci pour avoir organisé avec lui, pendant l'hiver 35/36, les premières émissions de télévision. Mallein me décrivit l'outillage technique de la R.D.F., héritière d'émetteurs de radio presque tous détruits, de telle sorte que l'impossibilité d'un lancement rapide de la télévision me parut évidente.

L'industrie devrait patienter jusqu'à ce que fût achevée la tâche prioritaire : la reconstruction du réseau radiophonique.

Une idée me vint. La R.D.F. manquait de prolongement dans la presse écrite. Je pensais qu'un périodique, avec des jeux qui répondraient à ceux que diffusait la radio renaissante, des thèmes de chansons, des témoignages et des suggestions d'auditeurs, des fragments d'histoires dialoguées, pourrait à la fois contribuer à réveiller "la belle au Bois dormant" des ondes nationales et drainer un assez vaste public.

L'idée séduisit Louis Boursiac, l'ancien secrétaire de Toulouse-Pyrénées, qui fit adopter mon schéma par la maison Hachette. Mais la pénurie de papier et la parcimonie du gouvernement dispensateur des contingents, constituaient de sérieux obstacles.

Ce fut alors que Léon Ruth, l'ancien animateur de mai 1936, resurgit et, avec la complicité de Raya Lec, une amie du chef du cabinet du ministre de l'Information, Georges Lustac, m'introduisit auprès de lui. Lustac fut évasif, puis, comme illuminé, il me demanda si j'accepterais de diriger le programme national. Je n'ignorais pas les difficultés dans lesquelles se débattait la R.D.F. depuis le départ du général, hostile au projet de Constitution péniblement élaboré par l'Assemblée.

Guignebert avait dû céder son fauteuil à Claude Bourdet, lequel revenait de déportation et n'avait accepté la succession qu'à la condition d'être aidé par quatre adjoints. Ceux-ci avaient joué les "ravageurs", si bien qu'on les avait nommés les "quatre cavaliers de l'Apocalypse". Claude Bourdet n'était pas resté longtemps dans ses fonctions. Un journaliste qui n'avait pas craint de copier l'émission explosive d'Orson Welles ("La guerre des mondes"), donna au gouvernement l'occasion de se

débarrasser à la fois de ce téméraire évocateur de cataclysme et du responsable majeur : un D.G. coupable, comme l'avait été son prédécesseur, de ne pas obtempérer dans le domaine de l'information, à certaines consignes politiques.

Depuis plus de trois semaines, le bateau R.D.F. roulait et tanguait, de telle sorte qu'une presse, plus ou moins liée aux intérêts privés qu'avait frustrée la nationalisation de la radio, ne se privait pas d'annoncer le prochain naufrage de la "galère" étatisée.

Sous la présidence de Félix Gouin, Defferre, alors ministre de l'Information, essayait de concilier deux forces antagonistes : les partisans du monopole et les défenseurs des stations commerciales baillonnées. Il avait cru pouvoir faire accepter, par Jean Guignebert, d'une part, de l'autre, par l'auteur dramatique Armand Salacrou, une alliance où le premier aurait reparu costumé en président du Conseil supérieur, et où le second aurait effectivement tenu la barre directoriale. Pas de chance, les deux hommes s'étaient affrontés dans le bureau ministériel avec une telle violence que Defferre, excédé, avait fini par les renvoyer dos à dos.

Je fis entendre à Lustac ceci : avant la guerre, j'étais secrétaire général adjoint des émissions. Il me paraissait difficile de reparaître dans la maison à un niveau de la hiérarchie qui ne fut pas au moins équivalent à mon ancien titre. Je fus convoqué le lendemain matin par le ministre lui-même. Avenue de Friedland je me trouvai en présence d'une sorte de rapide ailier droit de rugby, de l'espèce dont l'astuce n'a d'égale que la force. Gaston Defferre avait-il déjà entendu parler de moi ? Il me demanda, sans préambule, si je pensais pouvoir assumer la direction générale de la R.D.F. Je ne bronchai pas. Je lui demandai — ce qui ne parut pas lui déplaire — vingt-quatre heures de réflexion et l'autorisation d'examiner le budget, l'organigramme, la réglementation en vigueur, l'état des effectifs.

Il m'adressa au directeur des services administratifs et financiers, Jacques Francès, un jeune inspecteur des Finances, qui siégeait rue de Grenelle. L'étonnement qui fit vaciller le regard de Francès quand il me vit entrer dans son bureau, m'amuse encore. Évidemment, il appartenait à une caste en laquelle se rejoignaient Polytechnique et l'Inspection des Finances. Je ne portais pas un costume de clown, mais on eut dit, à lire dans les yeux gris et vifs, que je venais lui débiter des calembours. L'effet d'étonnement fut effacé par un charmant sourire lorsque, ayant parcouru rapidement le budget, je posai à mon interlocuteur quelques questions précises. Allons ! Je n'étais pas tout à fait un étranger. Non seulement le jeune responsable de la gestion financière me remit tous les documents dont j'avais besoin, mais y ajouta quelques dossiers confidentiels. Nous nous quittâmes en pleine confiance réciproque.

Je passai la nuit à explorer un paysage déconcertant : au milieu de ruines, celles du réseau que Marcel Pellenc avait laborieusement édifié naguère, une foule disparate grouillait, où se bousculaient des gens venus, les uns des maquis, les autres de Londres, d'autres d'Alger, quelques-uns de Vichy où ils avaient su camoufler une activité clandestine grâce à laquelle ils venaient d'échapper à l'épuration. Cela faisait un carnaval remarquable par son incohérence, où le gaspillage des crédits, d'emplois et de force, était évident.

Après quelques calculs je crus devoir me préparer à me dérober. C'est alors que l'élan irrationnel qui, parfois, gagne les paris les plus hasardeux, me projeta hors de mon lit, et pendant que je me rasais, les données des problèmes à résoudre s'ordonnaient dans ma tête.

À Matignon, où je devais donner ma réponse, je retrouvai Gaston Defferre plus détendu que la veille. Un homme d'un certain âge, qui se tenait auprès de lui, me sourit comme s'il me connaissait depuis longtemps. C'était la première fois que je le voyais.

- "Alors ?", me demanda le ministre.

- "Alors, voilà : je crois que sans aucun supplément de crédits je peux lancer — modestement — un troisième programme. La discothèque et de brefs bulletins intercalaires d'informations y pourvoient. Mais pour ce qui est de l'ensemble, il faudra sacrifier une pléthore d'emplois inutiles, dont le spectacle doit hérisser les messieurs de la rue de Rivoli. Je crois

aussi qu'il faudra transférer un volume important de crédits d'exploitation au secteur d'investissements, si l'on veut que la province, dans un délai raisonnable, soit desservie le mieux possible".

Le très sportif huguenot Gaston n'était pas téméraire. De mon côté, je ne me dissimulais pas que je ne serais vraiment à l'aise que s'il m'était possible, à tous moments, de renoncer à renflouer la R.D.F. trop embourbée, ou si, sur une question de principe, un désaccord sérieux me séparait du gouvernement.

Il fut convenu sans difficulté que je serais placé "en mission", avec la qualité d'administrateur général et le titre de directeur général de la R.D.F. Ma désignation parut sous cette forme au journal officiel du lendemain.

Ce 15 mars me rappela l'autre 15 mars, et ma première épreuve de résistance au regard glacial de Georges Mandel. Je commençai à pressentir les difficultés de tous ordres qui cette fois m'attendaient. Il fallait d'abord que ma position ne puisse être interprétée comme l'effet d'une faveur. Je libérai la voiture qui était venue m'attendre rue du Bac, et ce fut à pied que je me dirigeai vers les Champs-Élysées. Le portier du 91, dans son bocal me demanda :

- "Vous désirez ?"

- "Le bureau du directeur général, s'il vous plaît."

- "Le directeur général n'est pas encore arrivé".

- "Si, Monsieur".

- "Comment le savez-vous ?"

- "C'est moi. Ouvrez votre journal. Je me nomme Wladimir Porché."

- "Pas possible" !"

- "Mais si, mon vieux. Je vous connais. Avant la guerre vous étiez le cerbère de Monsieur Pellenc".

Nous rimes ensemble. Au premier étage, le gardien ouvrit la porte du bureau où j'avais été reçu, quelques mois plus tôt par le sympathique sosie de Danton, Jean Guignebert. Bureau qui me parut trop somptueux, inadapté à la situation de la R.D.F. chancelante. Un journal cueilli sur un guéridon m'apprit que j'avais été choisi "en désespoir de cause", après l'échec du rapprochement Guignebert-Salacrou et le refus d'Emile Brémont, mon ancien patron, qui, solidement installé au "Progrès de Lyon" ne s'était pas senti attiré par les hasards d'une nouvelle aventure au service du "monstre étatisé" dont on annonçait la faillite prochaine. J'appris aussi que le facteur décisif du choix dont je faisais l'objet provenait de l'opinion exprimée par certains membres du "Comité des résistants de la R.D.F." qui m'avaient vu à l'œuvre avant la guerre et n'ignoraient pas mon comportement pendant l'occupation. [...]

Tenter de recoller d'abord les morceaux, tel devenait l'objectif de mes actes dans le maniement de l'appareil qui m'était confié.

Il fallait commencer par raffermir la voix de cet appareil ? J'appelai au téléphone Stéphane Mallein :

- "Bonjour, mon vieux. Eh oui, c'est moi ? Je ne veux pas vous embêter avant que nous nous soyons revus. Je vous demande seulement de réveiller les régies. Ca dort, tout ça. Il suffirait de resserrer doucement les intervalles de silence entre les annonces et de chatouiller un peu les speakerines. Vous m'avez certainement compris".

Cinq minutes plus tard, en explorant les émissions sur le récepteur du bureau, je constatai que le réseau, sans grésillements, sans heurts, se ranimait. J'avoue que cet instant compte encore aujourd'hui, parmi mes rares bons souvenirs de mon aventure directoriale.

Le téléphone grésilla. Déjà un journaliste me demandait un entretien ? Je le priai de me laisser respirer en lui promettant un rappel. Et, sans plus tarder, je me mis à la recherche de mon Alsacienne, aussi rapide que ferme dans la défense de son "patron". Mademoiselle Hohl. Elle était affectée au

service d'André Gillois, lequel assurait l'intérim de la direction du programme dit "parisien". Je retrouvai avec bonheur ses jolis yeux gris et son air peu aimable.

- "Vous revenez avec moi", lui dis-je.

Elle ne refusa pas. Elle s'installa dans le bureau qui jouxtait le mien. Ce fut comme si nous n'avions pas cessé de travailler ensemble.

Nouvel appel téléphonique : Lustac :

- "Vous devez avoir constaté qu'une certaine pagaille sévit au journal parlé. Depuis le départ de Desjardins, ces messieurs font joujou avec le "tripartisme". Nous ne pouvons plus tarder à mettre en place un nouveau directeur dans ce guignol. Le ministre a un candidat, jeune, plein d'allant, qui revient des Etats-Unis où il a vu comment fonctionnent les services d'information des grands réseaux : N.B.C. — C.B.S. — A.B.C. Son nom : Bernier. Quand pouvez-vous le recevoir ?".

- "Dans trois quarts d'heure".

Je réfléchis. Je n'entendais nullement me laisser imposer un quidam inconnu, dont la qualification serait douteuse. Et comment ce Bernier serait-il accueilli par les personnalités maison dont je n'ignorais pas l'indépendance ?

À tout hasard, j'appelai Jean Luc, directeur intérimaire des informations, l'ancien chef du cabinet de Jules Jullien, le ministre féal d'Herriot qui m'avait promu, en 38, au rang de secrétaire général adjoint. Il se trouvait que ce normalien goguenard, rencontré dans la rue, m'avait invité à déjeuner pour ce 15 mars. Il ne soupçonnait pas alors que j'allais ressurgir. Il me félicita, sans réussir à dissimuler un léger dépit.

Je lui demandai s'il connaissait un certain Bernier.

- "Oui et non. Je sais seulement deux choses : que Defferre souhaite le voir nous chapeauter ; et que nous n'entendons pas nous laisser faire".

- "Je le reçois ce matin".

Jean Luc éructa :

- "Pas question, pour nous, de céder".

- "Si tu veux bien, nous en reparlerons puisque le hasard veut que nous déjeuner ensemble".

Un grognement de sanglier remplit mon récepteur. Je raccrochai.

À l'heure fixée, le candidat entra dans mon bureau avec une assurance qui aurait suffi à me "braquer". Je lui désignai un fauteuil. Il s'y laissa tomber d'une façon qui, dans ma pensée, devait suffire à me renseigner sur son style "très américain" autant que sur ses prétentions.

- "Je ne sais si le ministre vous a éclairé sur ma vocation et mes aptitudes".

- "Non. Et je vous préviens. C'est au directeur général qu'il appartient de choisir ses collaborateurs. Quels sont vos exploits ?"

Une ombre glissa entre nous. Bernier, sans me répondre, tira de sa poche quelques feuillets, me les tendit. Lus en diagonale, ils suffisaient à me permettre de "peser" le candidat Bernier.

- "Je ne vous cacherai pas que vos confrères du journal parlé sont des gens du métier. Des vrais".

- "Mais le ministre m'a promis..."

- "De vous ouvrir ma porte. Je serais étonné d'apprendre qu'il vous a garanti que je vous désignerais :

Ce fut comique et harassant. Des heures durant, pendant deux jours deux commandos de protestataires se relayèrent dans mon bureau pour me convaincre que d'un point de vue rigoureusement professionnel, les responsables des informations diffusées par la R.D.F. ne pouvaient, sans perdre leur dignité, se laisser manipuler par un gamin sans expérience ni talent. Et pendant ces deux jours, alors que je ne doutais pas de la valeur des arguments de mes envahisseurs, je crus que, pour être honnête

à l'égard du ministre, je devais user ma salive en ne cessant de répéter qu'il n'était pas très équitable de refuser une chance à ce Bernier qui, on ne sait jamais, avait peut-être beaucoup appris de l'autre côté de l'Océan. Je ne réussissais qu'à exaspérer une indignation qui s'exprimait de façons très variées : le responsable des émissions transocéaniques, Robert Lange, quinquagénaire solennel dont la voix était celle des orgues de Saint-Eustache, invoquait l'autorité de tous les créateurs du journalisme. Le jeune communiste Francis Crémieux, qui pilotait une émission très écoutée : "Ce soir en France", glapissait, rebroussait de ses doigts écartés, sa toison de bélier noir. Les pupilles de Jean Luc se dilataient, semblaient rouler comme des billes dans les orbites de ce normalien offensé qui ne cessait de m'arroser de ses postillons, cependant que son teint virait au pourpre. Dans un coin, Michel Robida hochait la tête en se balançant à la façon de Saint-Sébastien qu'on aurait cloué sur une chaise...

Le soir venu, je ne pouvais apporter à Defferre que de mauvaises nouvelles. Les équipes du 116 bis et du 116 étaient vraiment coriaces. Je ne parvenais pas à les convaincre, même en contre attaquant sur le terrain de l'équité. Impatient, et sans doute me croyant influençable, Gaston Defferre prit le parti de venir tenir en personne un lit de justice au 91.

Ce fut une scène de comédie bouffe. Gaston, attendu au début de l'après-midi, arriva en retard ; mais porté par l'humeur d'un joyeux "compaing" (aurait dit Rabelais) qui sort d'une ripaille suivie de trousse chemises et ne doute pas qu'en deux coups d'épée, il réduira en poussière les objections. Les journalistes, rangés en demi-cercle devant lui, portaient les masques les plus variés. Celui-ci exprimait la goguenardise, celui-là, une inébranlable résolution ; tel autre, l'ahurissement ; d'autres, le chagrin de l'honnête artisan incompris. Les poils de Crémieux, hérissés, formaient comme une crête de combat. Quant à Philippe Soupault, coloré de vermillon, il digérait son déjeuner bien arrosé en s'enfonçant de plus en plus profondément dans le fauteuil du visiteur. Il ronflait, émettait des borborygmes, affectait de ne rien percevoir des propos que tenait vaillamment le ministre. Quand celui-ci manifesta son irritation en se laissant tomber sur mon fauteuil à ressorts grinçant, devant mes dossiers, je me décidai à intervenir. Je répétai tout le plaidoyer que j'avais déjà plusieurs fois débité en vain. Puis je franchis le demi-cercle des journalistes pour me rapprocher d'un brelan d'administrateurs étonnés :

- "Messieurs, je crois que tout a été dit. D'autres tâches nous attendent, urgentes. Vous ne pouvez pas ignorer que la baraque — excusez-moi — est attaquée simultanément dans la presse et à l'Assemblée. Il faut que je prépare quelques ripostes..."

Je saluai le ministre et je me retirai dans le bureau voisin, celui de Mlle Hohl que j'entendais répondre, imperturbable, au téléphone :

- "La conférence de presse ? Pas avant une dizaine de jours. Le nouveau directeur général ne tient pas à vous réunir pour vous tenir des propos vagues et vous offrir, avec les petits fours, des approximations. Veuillez l'excuser".

Quant à Bernier, le principal intéressé, il s'était retranché bouche cousue, derrière le dos de Lustac. Revenu avenue de Friedland, Defferre m'appela au téléphone :

- "Vous aviez raison. Ce garçon-là ne fait pas le poids. C'est terminé en ce qui le concerne. Cherchez quelqu'un. Je vous fais confiance. Mais décidez-vous le plus tôt possible. Je ne tiens pas à subir des pressions..."

Le lendemain matin, Henri Noguères vint rue du Bac proposer ses services :

- "Croyez-vous que nos énergumènes vous adopteront ?"

- "Je le crois".

- "Eh bien, vous pouvez rassurer le ministre et vous considérer comme responsable numéro un de nos informations. Tâchez quand même de ne pas commettre trop d'erreurs. L'auditeur, vous le savez, est un animal susceptible".

Notre poignée de main fut nette et franche. Je crus retrouver, une seconde, la chaleur de mon cher pays d'adoption.

Ce fut en cet automne 46, que je revis, dans le reposoir joliment fleuri de Jouy-en-Josas, en compagnie d'Albert Gazier, le long Léon Blum que, les prisons et la déportation avaient émâcié, laminé, rendu translucide.

Ce fut d'une voix déjà lointaine, dont les vibratos quasi féminins ceux d'un violon dont le chevalet serait pincé par une sourdine, que le trop utopiste et sensible Léon me confia :

- "Cher Wladimir — Alfred Porché — Je souhaite que lorsque notre ami Vincent sera devenu le Président de la République ressuscitée, vous ayez avec lui, des contacts assez réguliers. Je sais bien que les tête-à-tête sans témoins, du Chef de l'État et d'un grand commis étranger à la politique ne sont pas encore dans les usages. Mais, à mon avis, il serait fâcheux que Vincent ne puisse entendre la France que dans les "bigophones" de ses Toulousains et dans un appareil relié par fil aux micros de l'Assemblée, où se débitent tant de fadaïses théoriciennes, quand ne se produit pas la cadence des claquements de pupitres et des aboiements cacophoniques, un charivari d'école en délire.

- "Je pense qu'il pourra être utile qu'Auriol reçoive périodiquement l'expression d'une pensée vraiment libre, capable de mépriser les groupes de pression, et de résister aux mirages politiques et à ceux de ces "compressions" à plus ou moins long terme, que font trop souvent miroiter devant les responsables de la gestion administrative, les patronats, les castes et autres cliques. Je sais que sous la caution d'un Languedocien dont le parler parfois un peu bourru, recouvre une perspicacité d'homme du terroir, vous saurez vous-même éviter que la dangereuse parole dont vous tenez les manettes ne dévie vers les filets d'une politique d'office".

En 1946, le grand Léon léguait ses espoirs au camarade Vincent Auriol, dont le tempérament toulousain correspondait pourtant assez peu au désintéressement absolu du successeur de Lamennais. Le routier de la IIIe qui allait devenir le président de la IVe République, je l'avais rencontré une fois, avant que le destin me ramenât au service des ondes nationales, à l'occasion de la réouverture du Théâtre français.

Cordialité méridionale, sous laquelle se mêlait au patriotisme authentique et au souci de la chose publique, une ambition assez aisément perceptible, favorisée par l'adoption acquise de l'apôtre Léon Blum. Il m'avait suffi de cette brève entrevue dans la maison de Molière pour que m'apparût, à travers le comportement d'un Gaudissart irrésistible, distributeur d'encouragements gratuits, tout ce que le fond de nos provinces, particulièrement au-dessous de la Loire, contient encore de Rastignac rêvant d'un pouvoir abrité par un paravent d'institutions parlementaires.

Je n'allais pas tarder à mieux approcher ce quasi borgne aussi lucide qu'autoritaire en son for intérieur. Le très jeune ministre qui accompagnait, comme l'exigeait le protocole, Vincent Auriol, alors président de l'Assemblée provisoire, me troubla. Cela pour deux raisons, étrangères l'une à l'autre : d'emblée, il m'avait dit combien il appréciait mes récits récemment publiés, et son compliment n'était pas celui d'un lecteur superficiel qui veut faire plaisir à l'auteur. La précision de son analyse et de son vocabulaire me faisait découvrir en cet inconnu de la veille, à la fois un authentique amoureux du langage et un terrien de l'espèce aux yeux de laquelle un paysage français n'est pas seulement un aimable décor ou un sujet de réflexions rousseauistes, mais l'interlocuteur du paysan autant que celui de l'artiste. François Mitterrand, charentais de Jarnac, aimait tout ce qui, dans l'arcade romane, rappelle les douces rondeurs des collines et des tonnelles. L'autre face du trouble que j'éprouvai était moins nette.

Quels pièges, quelles avanies avaient pu blesser le jeune ministre dans sa fréquentation des anciens combattants, aux exigences inépuisables, toujours prêts à protester, à dénoncer, une imposture dans la mission du politicien chargé de défendre leurs intérêts, quand cette mission n'a pas été confiée à un briscard, ou à un porteur d'explosifs ? Cela, je l'ignorais. Mais en regardant plus attentivement mon voisin au cours de cette soirée, ce qui m'apparut, c'est un sens réel du bien public, paradoxale-

ment lié à une utopie : la foi en un avenir des hommes où les adversaires d'hier et d'avant-hier formeraient une ronde harmonieuse.

Revenons au journalisme radiophonique. Il comporte, on le sait, deux volets : celui de l'information autant que possible exacte et prompte, qui sait distancer le concurrent et n'être retardée qu'en considération d'un intérêt national supérieur ; et celui de la discussion, de l'affrontement d'opinions opposées.

Un des plus arbitraires compartimentages qui allait gêner mon action dans le domaine des programmes : le cloisonnement rigide qui séparait les compétences et les responsabilités respectives des services artistiques et des secteurs d'informations.

Trois illustrations de cette aberration me furent données par trois "incidents de parcours", dont les deux premiers se produisirent au temps où Noguères conduisait encore les "patrouilleurs" du 118 — et le troisième, à l'avant-veille de l'éclatement du "Tripartisme".

Retour des armées, impatiente de traduire le renouveau de la gaîté parisienne, Lise Elina, la bien connue "fille Duraton" entreprit d'évoquer le charme du jardin du Luxembourg, sa faune composite, où se rejoignaient, sous les statues figées des reines de France, parmi les marronniers et autour des bassins, les forcenés du cochonnet, des échecs ou des cartes, des couples d'étudiants plus occupés par leurs idylles que par leurs cahiers, les phantasmes quasi impressionnistes des permissionnaires et des nounous ; enfin, les matelots en herbe, dont les escadrilles miniatures, aux voilures blanches ou bigarrées, faisaient oublier la guerre sous-marine et les torpillages de navires armés ou marchands.

Quand Lise voulut placer son petit chef-d'oeuvre dans une rubrique récréative du programme dit "parisien", les détenteurs de cet espace lui opposèrent le fait que sa production tenait, non de l'information, mais de la poésie ou des "variétés". Le journal parlé se barricada derrière les priorités des informations politiques, sociales ou économiques. Mes responsables provisoires des amusettes du programme parisien, comptables avars d'un horaire qui n'était pas très élastique, répondirent à sa sollicitation en faisant valoir que son tableautin devait normalement être encadré dans l'actualité dite "parisienne", et ils renvoyèrent l'artiste déçue aux sous-off du journal parlé.

Lise ne se découragea pas. Ayant appris que, dans les cas douteux, l'arbitrage incombait au directeur général, elle essaya de me joindre. En vain. Mademoiselle Hohl était une forteresse où régnait le silence nécessaire aux cogitations du directeur général. Duraton finit par déclarer.

- "Qu'est-ce que cette maison où l'arbitre est inaccessible ? Est-ce un fantôme, votre directeur général, ou veut-il, par système, ignorer l'existence de ceux et celles qui alimentent les antennes ?".

Amusé, Noguère § me demanda de recevoir l'artiste méconnue. Je vis entrer dans son sillage, une plaisante fille toute rose, toute ronde, dont l'indignation, difficilement contenue, arrondissait son œil, enflammait le teint et secouait ses boucles dorées. Elle me plut instantanément, autant par sa persévérance et sa hardiesse que par le feu de ses joues et par ses ravissants yeux bleus au regard de Nausicaa provoquant Ulysse. J'écoutai, non sans peine, le reportage en cause, au milieu de coups de téléphone auxquels je ne pouvais échapper.

Le tableau sonore méritait une heure de grande écoute. Quand le verdict fut pris, je vis les joues enluminées de la visiteuse remonter avec les deux plis un peu amers qui, creusés autour de la bouche vermeille, avouaient le désenchantement des efforts méconnus et des réussites ignorées. Mademoiselle Elina pouvait sortir victorieuse de la redoute. Elle porte aujourd'hui, mon cœur et mon nom.

Le second incident de cette période fut d'un tout autre ordre. Un matin, l'aide de camp du général de Gaulle, Guy, alors lieutenant, m'apprit, au téléphone, que la veille au soir, le général avait été un peu étonné d'entendre discuter avec des journalistes, un prétendu gaulliste qui n'avait, pour ce faire, pas plus de titre qu'un interprète de "huis clos". Je compris que l'admiration qui faisait de Sartre, un

pontife de Montparnasse ou de Saint-Germain-des-Prés, admiration que je partageais malgré ma découverte des emprunts faits par ce philosophe de brasseries, aux œuvres de Spengler, Husserl, et de Heidegger, m'avait fait oublier l'aptitude de Jean-Paul à la tricherie, qu'elle fût discrète ou provocante.

- "Faites-moi la grâce," — répondis-je au lieutenant Guy, " de transmettre au général l'expression de tous mes regrets, celle d'un responsable dupé, avec mon assurance que cette supercherie de mauvais aloi ne se renouvellera pas".

- " Mais aucun gaulliste n'a consenti à venir discuter à la tribune", me répondit, quelques instants plus tard, un Sartre inconscient ou moqueur.

- " Voyons, Monsieur, ce n'est pas sérieux. Quelle que puisse être votre position, que je ne conteste pas, en ce qui concerne la démission du général, — et même si vous pensez, avec ses adversaires, qu'il n'a reculé que pour mieux sauter, — en spéculant sur un échec éventuel des fabricants du projet de Constitution auquel il refuse de souscrire, — vous ne pouvez honnêtement user du procédé qui consiste en un véritable abus de la confiance du public".

- "Puisque vous l'entendez ainsi", répondit Sartre, ne craignez rien. Je me retire sans protester. Après tout, vous avez peut-être raison. La crédulité du public est un attrape-nigaud que m'a inspiré ce guignol. Tant pis si Arlequin reçoit la bastonnade. La Tribune de Paris, s'il n'est pas permis d'ajouter un peu de fantaisie à l'escrime du professionnel, ne m'amuse plus. Tant pis pour moi et pour ceux que ma petite farce avait un instant amusé. Je découvre que les Français et leur porte-drapeau ne comprennent plus ni Tabarin ni Courteline. Dans ces conditions, l'Être présomptueux retourne en vitesse au Néant. Au revoir Monsieur, et sans rancune. J'espère que vous m'accorderez la faveur d'assister à la générale des "Mains sales".

- "Certainement. Et je vous remercie.

Troisième incident, qui aurait pu avoir des suites : l'"affaire Max Régnier". La R.D.F avait été placée sous la tutelle directe de Matignon où elle était représentée, au cabinet du président, par le résistant Francis Missa, membre de l'Inspection Générale, un des "anciens" de la Radio d'État d'avant-guerre, qui avait suggéré ma désignation à Gaston Defferre. Je n'étais pas allé me présenter au président Paul Ramadier que je ne connaissais pas et qui ne m'avait pas convoqué.

Un matin, appel de Missa : le président me charge de vous convoquer. Pour quatorze heures. Il vous verra lui-même. Motif ? Je l'ignore. Quand Paul Ramadier me reçut, il était pourpre.

Une fureur — ou un agacement — sincère, au moins en apparence, agitait la barbiche déjà rendue célèbre par les chansonniers et les humoristes. "Farrebouc — Farrebique" marchait à grandes enjambées dans son bureau éclairé par les fenêtres ouvertes, au-dessus du jardin. Sa nuque était presque celle d'un apoplectique. La brosse de son crâne se hérissait. Ses fortes mains étaient nouées derrière son dos courbé par le labeur plus que par l'âge.

Il ne m'invita pas à m'asseoir. Il tourna un bon moment autour de sa table présidentielle chargée de dossiers.

Enfin, debout, face à moi, me regardant aussi froidement qu'il le pouvait à travers ses verres de myope, il m'annonça, d'une voix altérée par un mécontentement teinté d'embarras :

- "Monsieur le Directeur général, ce matin j'ai décidé de vous relever de vos fonctions".

Il s'assit enfin devant sa table. Je n'avais pas bougé. Pas une question, ni une exclamation.

D'un geste, Ramadier me désigna un fauteuil. Il se remit debout, déambula de nouveau dans son bureau :

- "Un certain monsieur Max Régnier, un de "vos" chansonniers, a dépassé la mesure dans son émission d'hier midi :

- "J'avoue, monsieur le Président, ne l'avoir prévue, ni entendue".

- "Vous ne pouvez ignorer les difficultés du franc. C'est le moment que ce monsieur choisit pour dire aux auditeurs du programme parisien..."

(Le teint de Paul Ramadier m'inquiétait).

- "Oui : on dit que les Français sont paresseux. J'affirme le contraire..."

La voix tremblait. Paul Ramadier reprit son souffle :

- "Bref, il a conseillé au public d'aller faire un tour du côté de la Banque de France..."

Je ne pus m'empêcher de sourire. Les yeux aux paupières plissées ne le virent pas.

- "Oui... Il s'est permis de dire qu'au moins là, on avait retroussé ses manches... et qu'elle tournait, la planche à billets..."

- "Mauvaise blague, peut-être... Mais toute la Presse..."

- "Pas d'excuse. Monsieur Max Régnier, lui, sera poursuivi pour atteinte au crédit de l'État".

Silence.

- "Monsieur le Président, puis-je vous demander quand et à qui je devrai remettre les affaires de la R.D.F. ?"

Nouveau silence. Embarras. Enfin :

- "Je vous le ferai savoir".

- "C'est tout, monsieur le Président ?"

- "C'est tout".

- "Puis-je me retirer ?"

- "Vous le pouvez. Au revoir".

Dans le bureau de Missa, j'appelai au téléphone Paul Rivet qui avait accepté, non sans réticences, sur les instances de Defferre, la présidence du Conseil Supérieur de la R.D.F. Je lui racontai, en bref, mon entrevue avec Ramadier.

Rivet : "Ah oui ? Pas consulté. Et on ne renvoie pas ainsi un D.G. de la R.D.F. Je remettrai dans dix minutes ma lettre de démission à Ramadier, à l'Assemblée".

- "De toute façon, merci".

- "Non. Simple question de forme. Et de dignité."

Rivet passa de la parole à l'acte. Acte embarrassant pour la S.F.I.O car l'éminent ethnologue, fondateur du musée de l'Homme, se situait politiquement à l'aile gauche de la S.F.I.O. Je n'entendis plus parler de ma "démission", inspirée, m'a-t-on dit par un Ubu, le ministre des Finances André Philip. Je demandai à Max Régnier de venir me voir.

- "À qui, selon vous, la R.D.F. appartient-elle ?"

- "À moi".

Je ne pus m'empêcher de sourire. Ce bilboquet avait de l'esprit et la rapidité d'un escrimeur.

L'"affaire" Max Régnier alimenta, un certain temps, aux dépens de Farrebouc-Farrebique, l'inspiration des humoristes dans la presse et sur les tréteaux.

Quel devait être, désormais, mon comportement à l'égard de Paul Ramadier ? Il m'était sympathique ce barbichu. Je serais intervenu, si une cloison absurde n'avait pas séparé de l'artistique" où se mouvait Max Régnier, le Journal parlé, qui ne manquait pas d'humoristes, à commencer par Jean Luc et Pierre Desgraupes.

Je repris contact, après la vague de rires, avec le président. J'allais le voir à Matignon, le soir, après dîner. Je n'eus pas besoin de laisser entendre que je ne venais quêter aucune indication. Paul Ramadier avait admis mon indépendance. Nous échangeions lentement quelques impressions relatives à la perspective de l'éclatement — inévitable — du "Tripartisme". J'admirais silencieusement le courage de l'homme, son dévouement à l'intérêt national, son vigoureux bon sens, sa puissance de travail.

Aucun répit à la R.D.F depuis le départ d'Henri Noguères, et malgré l'adresse de Vital Gayman. Aux soucis causés par les informations, les revues de presse et les "tribunes", s'étaient ajoutés ceux

que les collaborateurs d'un D.G. peuvent lui causer, les problèmes de personnel et les questions de personnes, les difficultés techniques de la résurrection des réseaux émetteurs, celles que causait la dispersion des installations, notamment les trente-sept logements de fortune, requis ou loués, des bureaux et des studios disséminés dans la capitale.

Dès la fin mars, pour déférer à la décision de la "Commission de la hache", j'avais dû broyer le quart de l'effectif (mille agents sur quatre mille).

La commission paritaire de la R.D.F. présidée par le conseiller d'État Georges Wisman, avait tendance à massacrer les "contractuels", sans considération de valeurs, de mérites et de situations personnelles.

L'opération "picrocholienne" était agrémentée par des arrière-pensées "politiques", des rancunes, des erreurs de jugement.

Je ne dormais plus. Et nous ne pouvions bâcler le sacrifice. L'honnêteté l'interdisait.

Jacques Meyer, par exemple, qui, aux yeux du personnel et de certains "cadres" traînait la casserole des fonctions d'administrateur de Radio-Cité, — qu'il exerçait avant la guerre, au temps où les ondes des stations privées se partageaient l'éther avec celles qu'émettait la Radio d'État, — Jacques Meyer, alias "tonton Jacques", dut son "salut" à trois votes : celui de Jacques Francès, celui du président, et le mien.

C'est pendant une maladie et une convalescence qu'un D.G. de la Radio française peut quelquefois exercer le plus efficacement ses fonctions. Les petites notes adressées aux directeurs, notamment à Paul Gilson, pendant et après ma jaunisse, notes qui traduisaient mes impressions des écoutes comparées de la R.D.F. — et des radios étrangères — étaient suivies d'effets. "Grand Paul" renvoyait les échos de mes avis et de mes instructions aux chefs de services, qui en tenaient compte le plus souvent. Je pouvais en outre, démontrer à Leschi, à l'intention des ingénieurs, cramponnés aux données de leurs calculs, l'exactitude des informations reçues, par la voie diplomatique ou autrement, des pays lointains que nos ondes courtes n'atteignaient pas ou ne recevaient qu'à travers des brouillages qui rendaient les émissions presque inaudibles. L'existence des orages stratosphériques, enfin reconnue par les plus incrédules des X, permit à ceux-ci de "ruser" utilement avant que la grosse artillerie d'Issoudun, enfin mise en batterie, pût crever ou contourner les zones de perturbations.

Paul Gilson, surnommé "Grand Paul" est toujours vivant pour moi — un long homme brun aux yeux narquois, à la fois un vrai poète épris de singularités — réelles ou imaginaires — et un homme de radio qui a œuvré, avant la guerre, pour Radio Luxembourg, sur un tandem directorial qu'il partageait avec Jean Masson, autre animateur inventif et spirituel ; pendant l'occupation, avec Jean Antoine, à Radio-Monte-Carlo.

Guignebert a fait de lui le représentant de la R.D.F. aux USA d'où son verbe fertile en images, informe le public français de la vie du continent américain.

Lorsque j'ai senti que je ne pouvais physiquement assumer seul le "gouvernement" de la R.D.F. et le "pilotage" des programmes, je l'ai appelé un soir d'octobre, au téléphone :

- "Allô, Paul. La direction des émissions artistiques vous intéresserait-elle ? Une réponse rapide m'obligerait."

Le lendemain, j'ai reçu, par la même voie, l'acceptation de Gilson.

Son arrivée, saluée par une bonne partie de la presse, est interprétée comme la démonstration de mon impuissance. Aucune mise au point du nouveau directeur.

Quand il entre dans mon bureau, son allure et la mollesse de sa main sont celles d'un homme assez méfiant qui entend garder ses distances.

- "Entendons-nous, Paul. Si vous ne jouez pas le jeu sans délai, vous reprenez l'avion. Je n'ai pas encore nommé Crénesse au poste que vous venez de quitter".

Paul a compris. Pendant onze ans, s'il contestera souvent mes vues, dans un langage d'homme d'esprit trop elliptique pour que ma cervelle de "cagouillard" puisse le désarmer instantanément, il sera toujours parfaitement loyal dans la tempête, le premier à venir m'apporter sa lettre de démission.

Paul est un merveilleux homme de métier. Il ressuscite les survivants éteints. Il découvre de nouveaux animateurs. Il a le réflexe fulgurant du pilote qui, devant l'offre, faite par "La Voix de l'Amérique" transférée outre-Rhin, de nous céder gratuitement son émetteur parisien, bien plus puissant que le "coucou" local du premier "Paris Inter", à la condition qu'il n'y ait aucune interruption d'exploitation, piquera Lise Caldaguès d'un coup d'aiguille décisif.

Sa faiblesse : l'ambition de diriger seul les services artistiques. D'où son humeur à mon égard. Je le comprends. Bientôt, les réunions n'auront plus lieu régulièrement dans mon bureau, mais, sauf exceptions, dans le sien où je m'abstiendrai autant que possible, d'entrer.

Pour décourager les "fâcheux", il placarde à sa porte : décédé.

Avant de me rendre à ses raisons de remplacer la structure des services "horizontaux" dont chacun alimente de ses produits, en les adaptant aux publics, les trois "chaînes" de programmes, j'ai consulté, à Londres, mon homologue sir William Haley. Celui-ci, après avoir déplié l'organigramme quadrillé de la B.B.C. où services inventeurs et services exécutants s'entrecroisent et se nouent, m'a dit :

- "Cette organisation n'est possible que si chaque responsable a le sens de l'ensemble et s'accorde avec les autres joueurs du puzzle".

J'ai compris. L'individualisme français ne pourra pas accomplir le miracle de la cohésion britannique. Rentré à Paris :

- "Paul, vous avez raison. Allons-y : construisons des services "verticaux". Le responsable de la coordination courante, sera, sous votre autorité, votre cher Basile Guitton, le transfuge de Radio Luxembourg que vous connaissez bien".

Illico, Henri Barraud se voit confier le programme national, Jean-Vincent Bréchnignac, l'amuseur-journaliste, copain de Paul, entre dans la cabine de pilotage de la "chaîne parisienne". Pour Inter, on se débrouille avec un peu tout le monde, en premier lieu avec Lise Caldaguès, la vestale de la discothèque où le ruban magnétique vient s'ajouter aux ébonites.

J'ai obtenu, quelque temps, le maintien du Paris Inter original : musiques en tous genres sans blabla, seulement quelques informations au quart de chaque heure.

Mais Gilson ne réussit pas à préserver cette formule. Ou il ne le veut pas. Il pense qu'un peu de mécénat fait partie des responsabilités du service public doté d'un monopole de droit.

Je ne peux, ni ne veux, le dissuader. Question de mesure...

Le départ de Francès n'a pas été notre seule cause de regret. Le personnel technique et administratif de la "Maison" a été, jusqu'à l'éclatement du tripartisme, représenté par un seul syndicat, homogène, puissant. Je crois que, pour le gestionnaire responsable de l'ensemble, l'unité syndicale est une force. "Diviser pour régner ?" Je ne comprends pas cette recette. Pourtant, le syndicat unique, s'il admettait que la défense de la R.D.F. était un impératif devant lequel des revendications légitimes devaient savoir patienter, la sagesse de son secrétaire, Toullec, un grand gars, dont le poing pouvait user de l'"uppercut" aussi bien que du "direct" ne suffisait pas toujours à contenir les mouvements de "la base". Quelques grèves mirent le responsable de la continuité du fonctionnement du service public dans l'obligation d'aller rue de Grenelle, poser sur le plateau de secours les disques qu'un technicien de bonne volonté qui ne craignait pas d'être traité de "jaune" acceptait de puiser dans la réserve et de me passer. Aux régies de distribution et aux émetteurs, les chefs de centres suppléaient leurs agents sans se faire "contrer" par ceux-ci.

Une seule "grève surprise" : une fin d'après-midi, en octobre 1947, alors que je recevais, rue du Bac, mon homologue belge Fleishmann, au milieu du "raout" au cours duquel un début d'incendie se déclara, je reçus par téléphone l'annonce d'un débrayage qui devait se produire un quart d'heure

plus tard. Sans prendre le temps de prier les invités de m'excuser, je sortis, au moment où Dolorès del Rio, en tenue d'apparat, les yeux, la laque de cheveux et les bijoux étincelants, faisait son entrée de majesté entre deux pompiers. Avenue de Friedland, oubliant l'ascenseur, je bondis au second étage. Sans regarder l'huissier, sans frapper à la porte du bureau ministériel, alors occupé par François Mitterrand, j'allai m'emparer du téléphone. Les standardistes, secouées, me mirent en communication à la fois avec les chefs de centres des régies B.F. d'où partaient les modulations destinées aux émetteurs, et avec les chefs de centres H.F. (les émetteurs, en commençant par celui de Villebon, qui desservait normalement la région parisienne). Le réseau était muet.

- "Reprise immédiate. On causera demain".

Après quelques bougonnements, mes correspondants obtempérèrent. Bientôt, en explorant l'éther sur le récepteur du ministre, j'eus la satisfaction de constater que le réseau, un émetteur après l'autre, s'était remis à fonctionner.

François Mitterrand et les membres de son cabinet, Pierre Nicole, Georges Dayan, paraissaient s'amuser. Je ne riais pas.

- "Si ce coup devient une "affaire", n'hésitez pas à proposer ma démission au gouvernement Ni oui, ni non. À peine un léger sourire de la jeune excellence. Le lendemain matin, Pierre Nicolay, directeur du cabinet me dit :

- "Vous avez bien amusé le ministre. Il m'a dit : très drôle. Porché avait l'air d'une poule donnant des coups de bec aux poussins égaillés".

L'éclatement du régime triparti ayant entraîné l'éclatement syndical, me voici désormais en présence de trois syndicats de fonctionnaires et d'agents : l'un d'obédience cégétiste, a pour secrétaire Mlle Clastres, une ronde "passionaria" aussi virulente que brave, à tous points de vue ; l'autre qui a pris la dénomination "syndicat autonome" a toujours pour pilote Toullec, secondé par une grande fille qui sait être aussi coriace que sa concurrente Clastres : Mademoiselle Kahn. En fait, il se rattache à la confédération C.G.T-F.O. (Force Ouvrière), de teinte socialiste ; le troisième est une émanation conciliante, mais peu volumineuse de la CFTC. (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens). Roux, un petit brun qui sait être agressif, et ses compagnons, seront, un jour assez tragique, mes confidents.

Bien que le Syndicat des journalistes se soit, lui aussi, scindé, je n'aurai pas de très graves difficultés dans ce secteur, sauf quand les "artistiques" pour la plupart soutenus et poussés par la fédération CGT du spectacle, se départiront de leur résignation du côté de la télévision. Mais c'est une autre histoire.

L'ennui, dorénavant, ce sera l'interférence du syndicalisme et du corporatisme, surtout entre administratifs et techniciens. Mais il y a, dans cette "mini France", un commun dénominateur : l'amour (le mot n'est pas trop fort), de la "Maison". Il s'y ajoute l'intelligence. À travers les querelles et les compétitions, chacun sait que son métier ne peut être le seul organe moteur de la R.D.F. Chacun respecte le travail du voisin, quel qu'il soit. Cette unité profonde sauvera plus d'une fois la R.D.F. — puis la R.T.F. d'une désagrégation souhaitée par les théoriciens de la libre concurrence ou les rapaces parlementaires et autres. La Maison a une âme — ou un esprit, comme on voudra.

François Mitterrand, le très jeune ministre qu'une expérience au difficile département des anciens combattants a "rodé", se révèle, à l'Information, un homme d'État et de gouvernement aussi ferme que souple. Quand il s'agira de défendre politiquement la R.D.F. bientôt devenue R.T.F. (à l'avènement, en vraie grandeur, de la télévision), il ne craindra pas d'offrir aux lances parlementaires son corps nu.

À propos de Radio Andorre, quand on accusera l'organisme d'État de spoliation, il répliquera : - "Si l'on veut punir quelqu'un, que ce soit le ministre. L'administration n'a, dans cette affaire, aucune responsabilité".

Je fus très étonné d'entendre, en 72, au cours des débats provoqués par les scandales de l'O.R.T.F. — un député gaulliste des plus fins soutenir qu'au temps où "Monsieur Mitterrand avait en charge l'Information, le D.G. de la R.T.F. était à sa sonnette, comme son huissier."

Jamais François Mitterrand n'usa d'un procédé que je n'aurais pu admettre. Nous nous respections réciproquement et nous utilisions le téléphone en dehors de nos relations dans son bureau. Je dois d'ailleurs dire qu'aucun ministre ne méconnut ma dignité. Aucun, quelle que fût la couleur politique de l'"excellence" de l'heure.

En dehors des vacances plus d'une fois interrompues, la R.D.F. puis la R.T.F. nous donnèrent quelques occasions de voyage. Guignebert avait invité à Paris l'état-major de la Société Suisse de Radiodiffusion (S.S.R.). Celle-ci invita en 46 la direction générale de la R.D.F. pour le vingt-cinquième anniversaire de la création de Radio Lausanne.

Au château de Chillon, au fond du Léman, un banquet dans la salle des gardes nous révéla un des plus grands clowns que j'aie vu en action après Little Titch et les Fratellini : Grock, le solitaire au crâne en forme d'œuf et au violon minuscule, avait un génie qui cultivait la lenteur, ménageait les effets, de telle sorte que le rire du public devenait celui, silencieux, de ce séducteur dont la personnalité intime gardait son secret.

Puis, les voûtes prononcèrent une allocution dont les résonances, peu à peu, s'élevaient de la timidité à l'audace. Je reconnus ma voix, celle d'un invité qui souhaitait se faire excuser en exaltant la mission internationale du pays d'accueil. Le témoignage le plus significatif peut-être de l'attention dont j'eus l'honneur d'être l'objet figure dans l'expression photographiée de Madame Rudi von Reding, l'épouse du secrétaire général de la S.S.R.

Avant d'évoquer d'autres voyages, parlons un peu d'un prince inégalable, patriote qui osa et sut rendre à son pays, moins de deux ans après la fin de la guerre, le prestige de l'Italie : "Il dottore" Gianfranco Zaffrani, comte piémontais, qui n'a jamais admis le fascisme, se rend à Londres où il va demander à Sir William Haley si la B.B.C. verrait un inconvénient à la fondation d'un prix, décerné chaque année par un jury international composé d'hommes de radio, — et qui s'intitulerait "Prix Italia".

Il fait halte à Paris. À "la maison de l'Amérique latine", alors sise non loin de l'Étoile, nous recevons à déjeuner le noble visiteur.

Grand, mince, d'une sobre élégance, il nous charme tous dès l'entrée. La douceur des grands yeux est celle d'un ciel à peine teinté de gris. Aucune tentative perceptible de séduction, ni dans la physiologie sans masque apparent, ni dans le propos sans préambule.

Le rire est aussi clair que le regard.

- "Bravo. Je vous envie. Tout à l'heure, je plaiderai de mon mieux, au téléphone, en faveur de votre intention".

Je ne doute pas de l'accord de sir William. Et cet accord fut immédiat. Haley ne craignait aucune réserve du "board of governors (le bureau des gouverneurs de la B.B.C.).

Quand Gianfranco voulut me remercier, en souriant je fis, de l'index un "non" qui voulait signifier qu'il ne devait qu'à lui sa réussite.

Pendant son séjour de deux ans (48-50) au ministère de l'Information, François Mitterrand, le champion des rares coureurs de fond que nous ayons connus dans ce département, est devenu psychologiquement le père de la très jeune excellence que j'avais rencontrée en compagnie de Vincent Auriol. [...]

L'habileté de Mitterrand, son autorité dans les conseils de l'Exécutif, me dispensera d'offrir ma démission en faisant valoir ma solidarité avec le responsable des émissions d'informations et d'expression des opinions : Vital Gayman.

Mais le 8 août 49, l'Élysée se fâche : Vincent Auriol, souffrant, fiévreux, rendu furieux par une maladresse ou un "sabotage" de son message à Bab-Dai, enfin publié à Saigon, a chargé Kosciusko-Morizet de nous convoquer, Mitterrand et moi pour que nous rappelions aux "apprentis journalistes" sans talent et sans foi, ou aux néo-anarchistes de la R.D.F, que les messages ou discours du chef de l'État doivent avoir la priorité absolue sur toute autre communication, comme ceux des orateurs des partis, et être intégralement donnés<sup>1</sup>.

L'affaire n'aura pas de suite, car dans les mêmes temps, Ho-Chi-Minh aura fait savoir qu'il ne refuserait pas une trêve et l'ouverture de pourparlers.

Le seul acte de Mitterrand qui m'étonnera pendant son long séjour avenue de Friedland peut être évoqué par ce dialogue :

- "Monsieur le directeur général, le gouvernement a décidé de supprimer, par mesure d'économie, l'emploi de l'administrateur général délégué ou celui de directeur des services généraux".

- "Par mesure d'économie ?"

- "Oui. Un seul homme doit vous suffire".

- "Monsieur le ministre, je ne comprends pas ce genre d'économie. Pour moi, il ne peut être question de me passer des services de Tardas, dont l'efficacité est évidente. En ce qui concerne Jacques Meyer, qui défend en ce moment, à la conférence technique de Mexico, les intérêts de la France, la nouvelle de son éviction ne peut qu'affaiblir notre position ; et, de toute façon, Jacques Meyer, dans le domaine où je l'ai placé, celui de la représentation de la R.D.F. dans les relations internationales, est un porte-parole qui a l'art d'épuiser par la durée de ses argumentations, la résistance des partenaires. Et si le gouvernement maintient sa position, qu'advient-il de Jacques Meyer ?

- "Il est nommé Conseiller d'État en service extraordinaire. Il ira jusqu'au bout de sa mission à Mexico".

Ce sera mon seul échec. Je n'obtiendrai pas même de l'Élysée la suggestion d'un nouvel examen de la mesure d'économie qui me paraît dénuée de toute raison sérieuse.

Chaque semaine, le lundi ou le jeudi, dans le bureau directorial, avant la réunion des chefs de service, je m'accordais un instant de réflexion dans le profond fauteuil de cuir où Philippe Souppault avait si bien ronflé pendant que Gaston Defferre tenait son lit de justice.

J'attendais patiemment l'arrivée de l'équipe en baignant dans la lumière des baies qui, tantôt ensoleillées, tantôt grisâtres ou fouettées par la pluie, éclairaient le plafond ovale.

- "Monsieur le Directeur général, je crois que tout le monde est là".

- "Vous pouvez entrer".

Il n'y avait pas de protocole. Les femmes d'abord et au fond du bureau face à moi.

Odette Duchateau, une transfuge de Radio-Luxembourg, qui était chargée avec Manachem des relations avec l'étranger, souriait toujours en observant les arrivées et mon humeur. Je ne pouvais m'empêcher de penser aux réclamations de Théo, mon collègue belge, descendant du train de Bruxelles :

- "Où est Odette ? Je veux les fesses d'Odette !"

Le bureau se remplissait peu à peu. Brouhaha. Questions. Silence. Agathe Mella, la Jacqueline Cordier d'avant-guerre, sobrement élégante, fine, presque trop consciente de sa culture, affectait la réserve, l'attention d'une Diane chasseresse de bibliothèque.

Responsable de la discothèque et des programmes de musique enregistrée, Lise Caldaguès, dont les rondeurs évoquaient le mobilier du second Empire, le carnet sur ses genoux.

- "Prenez votre temps. Ne vous pressez pas !...."

Francès et le chef des services d'exploitation, le polytechnicien Maxime Barroux, s'asseyaient très militairement sur des chaises aux dossiers durs.

Henri Barraud, le musicien ; distant, conscient de sa valeur, ignorait le sourire. Il ne me savait aucun gré de l'avoir maintenu dans ses fonctions malgré les intrigues de certains musicologues.

- "Alors, Arno, comment va Marcel Pagnol ?"

- "La dalle en pente, hé

Un peu trop quelquefois... (Le méridional Arno-Charles Brun pilotait "La Tribune de Paris").

- "Salut Gayman ! Non, pas là. Rapprochez-vous de moi mon commandant ! Auriez-vous peur ?"

Ce petit homme effacé souriait.

- "Voyons, Etienne, ce n'est pas un bureau d'éditeur, ici. Asseyez-vous où vous pouvez".

Le jeune Étienne Lalou, excellente plume de critique, je l'avais choisi pour les émissions littéraires. Mauricet, déjà mûr, un peu chauve, portait le nœud papillon du chansonnier cultivé, à monocle, qui lui avait fait un genre.

J'avais choisi pour le théâtre André Certes, un jeune comédien, animateur de talent. Malheureusement, quelques "trafics" m'ont obligé à m'en séparer.

Bientôt, malgré l'ampleur de la pièce, un nuage de tabac remplissait le bureau, sauf quand le temps permettait de laisser les baies ouvertes.

À travers ce nuage, aussi épais que celui de ma mémoire, je ne distinguais plus clairement que Barroux, qui sommeillait, raide, sur son siège, au milieu du groupe. Je m'abstins toujours de troubler sa sieste d'officier.

Les discussions auraient été interminables, allongées par mes hésitations, si nous n'avions pas fait quelques efforts pour abrégier le débat. La vivacité d'Arno et d'Étienne Lalou compensait ma lenteur de "cagouillard" (escargot en charentais).

Deux retardataires se signalaient par le contraste de leur physionomie et de leur comportement : autant Jean Tardieu, responsable du Club d'Essai, était rond, coloré, amusant comme un Gilles de lanterne magique, autant Pierre Schaeffer, le chef des services de la recherche, très brun, ne digérait pas que ses collègues polytechniciens refusent d'admettre qu'on peut être un chercheur à la fois ingénieur et artiste.

En général, les réunions prenaient fin avant dix-huit heures, "à l'heure où les chevaux vont boire". Les blagues et les questions impromptues se mêlaient. Que reste-il de ce temps des premières fantaisies où un D.G. prétendait être aussi un inspirateur de programmes, un inventeur de formules d'émissions ?

Il reste le fantôme radiophonique de l'inconnu ou de l'inconnue que je n'ai jamais su révéler, celui ou celle qui aurait brusquement interrompu un programme pour placer son mot.

### III. *Bataille autour des 819 lignes.*

Les mois passaient ; la France, où les avantages de la "haute définition" étaient reconnus, tardait néanmoins à déterminer son nouveau standard de télévision.

Par un pluvieux après-midi de la fin d'octobre, je visitai successivement avec le général Leschi, les laboratoires de Thomson, de la Radio-Technique, filiale française de Philips, de la Compagnie des compteurs, et de la Radio-Industrie. Auparavant, j'étais allé consulter à Londres mon collègue de la B.B.C. Sir William Haley qui m'avait confié que, si le Royaume-Uni n'avait pas déjà en service plusieurs milliers de récepteurs adaptés au standard de 405 lignes, il adopterait probablement une définition supérieure à celle de 625 lignes, que les Américains et Hollandais s'efforçaient de faire adopter en Europe.

- "Il faut en sortir" — dis-je à Leschi. Tous les éléments d'appréciation sont dans notre dossier, y compris l'avis de vos collègues de l'armée qui, pour des raisons stratégiques, sont favorables, comme je le suis, aux 819 lignes. Je pense qu'il serait aberrant de choisir 405 lignes, alors que notre

définition actuelle comporte 441 lignes. Les 1 029 lignes de Barthélémy (Compagnie des compteurs) sont évidemment séduisantes, en raison de l'extrême finesse de l'image ; mais ce standard exige une largeur de bande de fréquences qui posera de sérieux problèmes, tant aux constructeurs d'émetteurs qu'aux fabricants de récepteurs. De France pense que l'image la plus fine qui soit compatible avec les possibilités pratiques, industrielles et commerciales ne peut raisonnablement comporter plus de 819 lignes. Il m'a convaincu. Cette position me semble être celle du bon sens, Sauf objection de votre part, j'ai l'intention de proposer ce choix au ministre. Il faut maintenant faire vite, compte tenu de l'invitation, que nous avons accepté, de nous rendre à Eindhoven pour apprécier sur place la qualité de la T.V. de Philips qui organise une diffusion en vraie grandeur, à partir de Grôningen, à partir de la Frise, au nord du pays".

Il fallait aller d'autant plus vite que la diplomatie et les puissances industrielles étrangères exerçaient sur les autorités françaises et sur la fédération française des industries électroniques diverses pressions de plus en plus fortes.

La veille de notre départ pour Eindhoven, je dis à Mitterrand :

- "Monsieur le ministre, je ne sais quelles actions la maison Philips va exercer sur nous. Il est évident que notre position la gêne. Il y aurait, à mon avis, intérêt à ce que l'arrêté fixant à 819 lignes la définition française soit publié, au moins au J.O. avant notre rencontre avec ces messieurs d'Eindhoven. Je pourrai leur exposer avec plus de force les motifs de notre choix".

Mitterrand me regarda très attentivement. Puis, sans hésiter, il dicta l'arrêté, m'en remit une copie et donna des instructions à son secrétariat pour que le texte parût au J.O. du lendemain.

En notre bref échange de regards, j'avais découvert le don rare que recouvrait le masque du jeune ministre : François Mitterrand savait lire simultanément les pensées multiples de son interlocuteur. Il avait compris que je défendais ce que je nommais "le standard français", non seulement en artiste, parce que l'image obtenue par Henri de France était plus fine, plus dense que ses concurrentes étrangères, mais aussi — peut-être surtout, en économiste patriote : parce que le choix d'un standard qui constituerait, pendant un certain temps, un "verrou technique" plus efficace qu'un tarif douanier, permettrait à une industrie électronique française de se développer sans licences étrangères, sans tributs, sans l'entrave d'une subordination quelconque.

Le lendemain matin, sur le quai de la garde du Nord, Leschi, Mallein et moi, nous rejoignîmes un vieux monsieur qui lisait tristement un journal. Monsieur Haver-Droeze, le représentant de Philips en France avait été surpris par la publication du choix français, ce qui allait sans doute lui attirer quelques reproches des messieurs d'Eindhoven. Pendant le trajet de Paris à Anvers, il s'étonna devant Leschi, que le général, avec lequel il entretenait des relations confiantes, ne l'eût pas prévenu, au lieu de le mettre devant le fait accompli sans lui laisser le temps d'informer ses grands patrons.

Leschi aurait pu lui répondre qu'il avait été tenu par le secret. Embarrassé, il se réfugia derrière un sourire un peu faux qui ne ressemblait guère au tempérament ouvert de ce Corse. Il me déçut un peu. Le comportement du hollandais Haver-Droeze me parut plus digne que le sien. Pendant le parcours, que nous fîmes en voiture, d'Anvers à Eindhoven, nous dépassâmes des files de cars qui transportaient des ouvrières belges : main-d'œuvre moins exigeante, sans doute, que les femmes hollandaises...

Malgré le déplaisir causé par la détermination officielle du choix français, nous fûmes reçus avec une extrême courtoisie par le second du P.D.G. Loupart, un homme jeune, polyglotte, dont l'intelligence était évidente, qui nous fit visiter les usines plantées à l'intérieur d'un polygone de fils électrifiés. Les gardiens d'Eindhoven, coiffés de casquettes galonnées faisaient penser à des douaniers de hauts grades.

Au-dessus de l'immense champ clos, un ballon captif auquel était suspendue une vaste nacelle, flotait très haut, relié à un poste de commando terrestre par un épais filin doublé d'une ligne téléphonique. Notre cornac nous expliqua que l'ancêtre Philips, le fondateur, qui avait physiquement

besoin d'altitude, se faisait hisser, tous les matins là-haut et passait la journée dans sa nacelle, tantôt lisant les ouvrages de la bibliothèque aménagée dans celle-ci, tantôt explorant au télescope les différents bâtiments de son empire. On ne l'appelait au téléphone que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.

Si notre venue avait laissé ouvertes des possibilités de discussion, peut-être aurions-nous eu l'honneur de voir de près l'illustre monsieur Philips.

Nous fûmes punis de notre impertinence. Nous ne bénéficiâmes pas de la faveur d'une rencontre.

Après un déjeuner somptueux, orné d'huîtres larges comme des escalopes, nous parcourûmes toutes les usines, admirablement agencées. Au laboratoire, je pus constater que l'image hollandaise était parfaitement nette. Au lieu de me décourager, cela me confirme l'excellence du standard français qui, traité avec autant de soin, devait être certainement supérieur.

Dans le salon bureau où il nous reçut ensuite, l'alter ego du président Loupart essaya de m'intimider :

- "Peut-être n'avez-vous pas évalué notre puissance, le nombre de nos moyens d'action ?

- Si je ne connaissais pas la puissance de la maison Philips, nous ne serions pas ici, répondis-je, assez sérieusement pour que mon interlocuteur comprît que je m'étais nullement moqué des seigneurs d'Eindhoven en fixant la définition française à 819 lignes après avoir accepté l'invitation de ces magnats. Sans grand espoir, car notre perspicace interlocuteur avait très nettement perçu la solidité de notre position, le jeune hollandais tenta de me séduire en déclarant que Philips serait tout disposé à contribuer financièrement au lancement des programmes de la TV française qui végétait — c'était notoire — faute de crédits. Aucune tentative de corruption. J'appris ainsi combien notre honnêteté, aussi visible que foncière, pouvait être décourageante.

Il fut ensuite question d'un brevet américain, dont Philips avait obtenu le droit d'utilisation sous licence. Après avoir interrogé Mallein du regard, je répondis que nous n'avions pas besoin de l'"intercarrier sYstem". Et j'ajoutais que la TV française trouverait le moyen, malgré sa pauvreté, de produire des programmes attrayants.

Pendant le dîner, auquel le président Loupart eût le courage et la politesse d'assister, je subis une attaque :

- "Monsieur Porché, la décision que la France vient de prendre est l'instrument d'un coup de bourse de mon ami Tabouis, de la C.S.F. Je lui revaudrai ça".

Je fus, un instant, éberlué. Comment le grand patron de Philips, pouvait-il ignorer que Tabouis, puissant concurrent du tandem Worms — de France, — ne pouvait être favorable aux 819 lignes, ni intéressé par la détermination prise ?

- "Monsieur le Président, détrompez-vous. Notre choix n'est que l'aboutissement de longues recherches et le terme d'une évolution qui a depuis longtemps été orientée, en France, vers ce que nous nommons la "haute définition". Je suis un peu étonné de constater que Philips n'a pas vu les avantages du "819 lignes".

- "Mais votre verrou technique isolera la France en Europe..."

- "Non, si l'Europe nous rejoint. Sinon, ce verrou garantit au moins l'indépendance d'une électronique française pendant assez de temps pour qu'une industrie vraiment nationale se développe..."

- "Merci, Monsieur Porché, pour votre petit discours. Permettez-moi de vous dire que vous ne me convaincrez pas. Je n'ai pas, de mon côté, la prétention de vous convaincre".

Après le dîner, nous assistâmes à la projection d'images en 625 lignes, en provenance de Grôningen.

Je ne ménageai pas mes félicitations d'ailleurs sincères, sans cesser de penser à la supériorité de notre standard, si nous l'utilisions pleinement, comme les Hollandais utilisaient le leur.

J'invitai à Paris Loupart et son acolyte, qui acceptèrent. Je ne me faisais aucune illusion. Ma diplomatie n'empêcherait pas qu'une guerre, ouverte ou sournoise, se déclarât bientôt entre Philips et nous.

- "Félicitons-nous dis-je à Leschi et à Mallein dans le train qui nous ramenait à Paris, — que l'arrêté de Mitterrand ait paru ce matin. Quels chants de sirènes ou quelles menaces n'aurions-nous pas entendu si nous étions venus à Eindhoven les mains vides ?".

Vers la fin du mois, un soir, François Mitterrand me parut avoir été assiégé, un peu ébranlé.

- "Êtes-vous sûr, vraiment sûr, Porché, que nous ayons pris la bonne décision ?

- "Plus que jamais. Si vous avez un doute, ou si vous subissez des assauts, ce qui est, à mon avis, inévitable, rouvrez le dossier, consultez de nouveaux experts et provoquez un examen de l'affaire par les commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat."

Je fus bientôt convoqué à l'Assemblée nationale.

Les membres de la commission appartenaient à tous les partis. Aucun ne fut agressif. Je discernai non une méfiance, mais une intense curiosité.

- "Messieurs, croyez-vous que, si notre position n'était pas la meilleure, tant pour l'intérêt de l'électronique française qu'elle protège d'une dépendance américano-hollandaise, qu'en elle-même, en raison de la qualité de l'image, — croyez-vous que nous aurions, les uns et les autres, à subir les coups de lances, les coups de bélier, les coups de haches dont nous sommes actuellement les cibles ?"

Les réactions de la commission, comme, plus tard, celles de la commission homologue du Sénat, furent encourageantes. Même les "Européens" les plus convaincus parurent ignorer l'argument qui pouvait être opposé à notre thèse : l'isolement technique de la R.T.F. au milieu d'une Europe acquise au standard américano-néerlandais.

Les attaques de Philips se développèrent alors sur deux terrains : certains journaux techniques, manifestement achetés et quelques membres — peu nombreux du Parlement — notamment l'agressif Tixier-Vignancourt. Je demandai à Rivet s'il ne convenait pas d'attaquer en diffamation les écho-tiers qui laissaient entendre que j'étais à la solde de la Radio-Industrie — ou si je ne devais pas au moins user du droit de réponse. Le président m'en dissuada : -

"Les meilleures armes — croyez-moi, Porché, sont le mépris et le silence".

Pierre Nicola m'a raconté que Tixier-Vignancourt, tous favoris dehors, était venu l'assiéger avenue de Friedland.

- "Je sais que Porché est un homme honnête, mais son éviction m'arrangerait..."

Nicole, sans un mot, ouvrit sa porte et montra la sortie à son visiteur effronté.

Les ingénieurs et les savants français les plus hautement qualifiés démolirent, dans la presse, les pronostics de Philips en démontrant que la propagation des ondes françaises, au prix de quelques précautions, miroirs ou relais, ne serait nullement gênée par les écrans naturels (accidents de terrain) ou formés par les hauts immeubles.

L'offensive de Philips emprunta d'autres voies : d'une part, la fédération des industries radio électriques, d'autre part, la reine Juliana qui inspirait au président Auriol une respectueuse sympathie. La reine fut dépêchée à l'Élysée, (ce qui suffit à révéler l'importance attachée, en Hollande, à l'affaire).

Bien qu'en principe, le président de la République dût s'abstenir de recevoir, en l'absence du ministre qualifié ou du président du Conseil, un membre de l'administration, une coutume tolérante, à la suite de "l'incident indochinois" me permettait d'aborder facilement Vincent Auriol et de m'entretenir avec lui seul à seul.

Quand nous fûmes tête à tête, dans son petit bureau, peu après la visite de la reine, Auriol me secoua les épaules :

- "Vous êtes très critiqué, Porché. C'est le prix des bonnes choses qu'on fait". Sa cordialité m'enhardit : — "Vous avez beaucoup de courage, monsieur le Président, au milieu du guêpier parlementaire."

- "J'avoue qu'il m'arrive de m'exaspérer".

Nous rimes ensemble. Il me reconduisit à sa porte et me secoua encore une fois les épaules. Témoignage d'une confiance dont je lui suis toujours reconnaissant, Mitterrand ne prit aucun ombrage de mon initiative. Ce qui nous manquait le plus, c'était le "nerf de la guerre".

Cette fois, je ne me contentai pas d'attaquer verbalement le cher Didier<sup>2</sup> qui m'aurait, comme d'habitude, répondu que la télévision, ce "joujou", ne figurait pas au nombre des urgences que la situation financière ne lui permettait pas de traiter convenablement. Je lui écrivis :

"Mon cher Didier,

Nous disposons, en France, d'un procédé de TV dont l'inventeur, Henri de France, ne prétend à aucune redevance. De France met son invention à la disposition de l'industrie des émetteurs et des fabricants de récepteurs en estimant que ce cadeau, c'est à la France qu'il le fait.

Mieux : il prend à sa charge tous ses frais de laboratoires et de prototypes, ainsi que les démonstrations à l'étranger, avec l'espoir de voir la France l'emporter, en Europe, sur la Général Electric, sur Philips (Hollande), sur Téléfunken (Allemagne), qui, elles, ne font pas de cadeaux aux exploitants de leurs brevets. Le "joujou TV" sera bientôt une puissance concurrente du film, du journal et de l'édition. Fais-toi communiquer les statistiques américaines, si ma prévision ne suffit pas à te convaincre.

Ces éléments d'information et ceux que je peux mettre à ta disposition révèlent nettement que l'industrie électronique est une source de recettes qui apporterait au Trésor public, des moyens de financement qui l'aiderait puissamment à élargir la politique de reconstruction et d'investissements dans les secteurs jugés prioritaires. Cela sans endettements ni sacrifices.

Regarde les prévisions de dépenses que je te fais parvenir et compare-les aux prévisions de recettes que je leur joins, dans la perspective des exercices budgétaires compris dans un plan de dix ans. Tu ne pourras pas méconnaître l'intérêt que présente, pour l'État et pour la Nation, un lancement rapide des opérations d'implantation d'émetteurs en nombre suffisant pour que l'ensemble du territoire et les pays limitrophes soient desservis à bref délai".

Au lieu de me répondre, Didier m'invita à déjeuner en compagnie de son épouse, la charmante Adé. Je compris très vite que, s'il n'avait pas été insensible à mon argumentation, il avait dû être discrètement investi par des groupes de pression "européens", eux-mêmes "manipulés" par le "big business" d'outre-Atlantique et ses féaux.

Honnête, Didier l'était autant que moi. Mais, il n'osait pas s'associer à moi dans un combat où le rapport de forces ne laissait à la France que des chances incertaines.

- "Tu porteras, lui dis-je, la responsabilité d'un retard qui nous fera peut-être perdre une partie considérable."

Quand nous nous quittâmes, malgré la cordialité de sa main, je le sentis gêné comme peut l'être un grand commis de l'État pris en faute.

- "Que cela ne t'empêche quand même pas de dormir..."

Cette boutade le dérida.

Quant à moi, je savais que la bataille serait longue et dure.

- "Vous devez être découragé", me dit, Henri de France que je rencontrais le lendemain.

- "L'ai-je été sous l'occupation ? Je suis seulement déçu. Mais je compte sur vous. Hâtez-vous de mettre au point les émetteurs de Lille et de Strasbourg. Et si vous ne craignez pas une comparaison avec le procédé de la Général Electric, lancez le défi. J'obtiendrai de la R.A.I. l'organisation d'une double démonstration à Turin."

Au moment de quitter l'avenue de Friedland où Robert Buron devait lui succéder, Mitterrand me confia une femme et un homme qui, à des titres différents, allaient servir efficacement la TV française.

La femme : Catherine Langeais, candidate "speakerine". Jolie, douée d'un sourire sage et rassurant, apte aux improvisations que les incidents techniques rendaient nécessaires, elle ne tarda pas, malgré l'accueil rébarbatif qu'elle reçut rue Cognacq-Jay, malgré les pièges et les humeurs de la faune assez misogyne qui entourait le responsable des programmes, le morose Jacques Armand, à se faire adopter "en douceur" par les publics de Paris, des ceintures banlieusardes et régionales, parallèlement à la sémillante Jacqueline Joubert, lauréate d'un concours organisé par Gilson, auquel l'amitié de René Clair donnait des vues sur la TV, jeune cousine du cinéma.

L'homme : Jean d'Arcy, qui avait été, pour les questions de TV, le "conseiller technique du ministre. Un "jeune aventurieux" breton, un aristocrate empreint de scoutisme, que les perspectives du métier passionnaient. J'avais pu éprouver ses talents diplomatiques, fort précieux à un moment où la R.D.F devenue R.T.F (Radiodiffusion — Télévision — Française) devait s'efforcer de séduire les autres organismes européens. Le tandem d'Arcy-Mallein, en liaison avec de France, fut chargé par moi des relations internationales dans le domaine de la T.V. Je ne tardai pas à constater que le mince Jean dont les yeux gris reflétaient alternativement la foi, une conviction voisine des vues de Teilhard de Chardin, l'ambition, l'aptitude à éveiller les sympathies, assimilait très vite tous les nouveaux problèmes que posait l'avènement, encore timide, de la T.V. — de la technique aux programmes artistiques et journalistiques, en passant par ceux que posaient nos embarras financiers.

Rue Cognacq-Jay, le directeur des programmes était alors Jean Luc, substitué par moi au boudeur Jacques Armand, (lequel manquait, non de goût, mais d'idées - et de la vitalité que requiert la fonction d'animateur).

L'événement décisif, en ces temps de pénurie, fut l'affectation, avec l'accord de Gayman, d'un gatroche de la radio, Pierre Sabbagh, lequel cessa immédiatement de s'occuper en faisant des cocottes en papier, et s'employa dare-dare à bâtir, avec les misérables moyens du bord, le premier "journal télévisé". Sabbagh savait choisir les hommes et saisir au vol l'événement. Quelques exploits, (reportage "en direct" d'un incendie, survol de Paris en ballon, transmission d'une catastrophe aux "24 heures du Mans") éveillèrent la curiosité

des spectateurs encore somnolents et donnèrent un élan à la vente des récepteurs à Paris et dans les régions déjà pourvues de réémetteurs. Le journal T.V. de Sabbagh et du luron Anjubault devint très vite une réussite.

Cependant, à Turin, de France démontrait aisément aux Italiens la supériorité de l'image française sur celle de la Général Electric. Si le gouvernement français avait fait un effort, notre T.V. aurait eu de bonnes chances, alors, de l'emporter, en Italie, en Suisse, en Allemagne, sur ses concurrentes.

**Wladimir Porché**

## NOTES

1. Vincent Auriol : "Mon septennat" page 249.
2. Didier Gregh, alors directeur du Budget, ami d'enfance de Wladimir Porché.